

# La Belgique doit mieux intégrer ses immigrés

## Macroéconomie

- L'économie belge est en voie d'accélération, estime l'OCDE.
- L'organisation salue certaines réformes du gouvernement Michel
- Mais elle met en garde contre les inégalités importantes sur le marché du travail.

## 35%

### Les immigrés pas assez présents dans l'enseignement supérieur

En Belgique, l'écart entre le taux d'emploi des immigrés "non européens de deuxième génération" et celui des "autochtones" est parmi les plus élevés de toute l'Union européenne. "De fait, un jeune issu de l'immigration a 35% de chances de moins qu'un jeune autochtone d'obtenir un diplôme de l'enseignement supérieur", explique l'OCDE dans son rapport sur notre pays.

**I**l est tombé comme un bulletin de la fin du mois de juin : comme chaque année, le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui regroupe 35 pays "avancés", donne ses bons et mauvais points sur l'état de santé socio-économique de la Belgique.

D'abord les bonnes nouvelles. D'après l'OCDE, notre pays obtient "généralement de bons résultats dans plusieurs dimensions du bien-être, notamment l'équilibre vie professionnelle-vie privée, la santé, l'éducation et l'engagement civique". Les inégalités de revenus après prélèvements et transferts sont comparativement "basses" en Belgique et l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes est "le plus faible de tous ceux des économies de l'OCDE".

"Dans un contexte mondial délicat, il est encourageant de voir que l'économie de la Belgique est en voie d'accélération, bien qu'à un rythme modeste par rapport aux niveaux d'avant la crise", a expliqué hier à Bruxelles le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, en présentant le rapport au Premier ministre Charles Michel (MR). "Les évolutions dont on peut se réjouir sont nombreuses, et la Belgique possède la détermination nécessaire pour relever les grands défis auxquels elle reste confrontée."

Selon l'organisation, "la conjonction de politiques publiques fondées sur les mécanismes du marché et de mesures de redistribution caractéristiques d'un Etat-Providence a porté le PIB par habitant de la Belgique à un niveau très supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE et renforcé le bien-être". Les réformes entreprises par le gouvernement Michel sont aussi saluées. "Les politiques macroéconomiques saines ont été étayées par d'importantes réformes dans des domaines comme la fiscalité, le système de fixation des salaires, les retraites ou encore les prestations de chômage", explique le rapport.

Enfin, les mesures visant à améliorer l'environnement professionnel offert aux petites entreprises et aux professions libérales reçoivent aussi le satisfecit de l'organisation.

Mais l'OCDE met en garde : la Belgique reste confrontée à des problèmes importants. Ils sont de trois types.

- 1 L'investissement public est trop faible en Belgique

Selon l'organisation, les pouvoirs publics devraient stimuler le dynamisme et l'innovation des entreprises, améliorer les infrastructures publiques pour réduire les embouteillages aux alentours des villes et diffuser largement les technologies de pointe. Le rapport précise que cette augmentation de l'investissement public dans les infrastructures de transport devrait être financée grâce à des "redevances d'utilisation (Ndlr : le péage urbain, par exemple), à une amélioration de l'efficacité des dépenses publiques et à la mobilisation de fonds privés".

- 2 Taxer les plus-values et entreprendre une réforme fiscale poussée

### Les fruits de la croissance économique doivent être plus largement partagés.

L'OCDE veut que le gouvernement fédéral aille plus loin dans son "tax shift". "La Belgique doit continuer d'abaisser les cotisations patronales de sécurité sociale sur les bas salaires et envisager de mettre en place un impôt fédéral sur les plus-values, dans le cadre d'une réforme plus large de la fiscalité de l'épargne des ménages", explique le rapport. Voilà qui fera débat au sein de la "suédoise". L'organisation estime aussi qu'il faut réduire l'impôt fédéral des sociétés et réformer les exonérations qui facilitent l'évasion fiscale.

- 3 Les immigrés et les jeunes : les exclus du marché du travail

Les fruits de la croissance économique doivent être plus largement partagés en Belgique. Il est ainsi impératif, selon l'étude, de s'attaquer aux problèmes que constituent les inégalités sur le marché du travail. L'OCDE constate dans notre pays de "fortes disparités régionales en matière d'emploi et de résultats scolaires". En Belgique, le chômage des jeunes est supérieur à la moyenne des autres pays de l'organisation, tandis que l'écart entre le taux d'emploi des immigrés "non européens de deuxième génération" et celui des "autochtones" est parmi les plus élevés de toute l'Union européenne. "De fait, un jeune issu de l'immigration a 35% de chances de moins qu'un jeune autochtone d'obtenir un diplôme de l'enseignement supérieur."

R.Meu.

## Prévisions

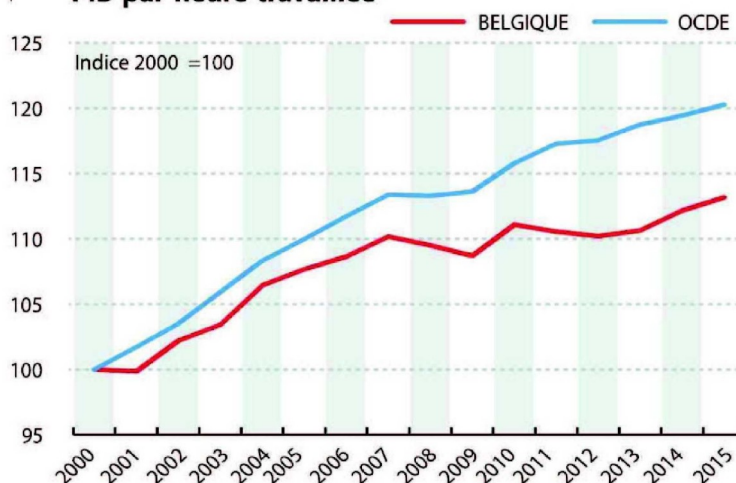
### Un trou de 9,1 milliards d'euros à combler

Le déficit public de l'Etat belge devrait passer de 2,6 % du PIB (produit intérieur brut) en 2016 à 1,9 % du PIB en 2017 et en 2018, avant de remonter par la suite, selon les perspectives économiques à moyen terme du Bureau fédéral du plan présentées mardi. Pour atteindre l'équilibre, le gouvernement devra prendre des mesures additionnelles, selon l'institution. La Belgique s'est engagée

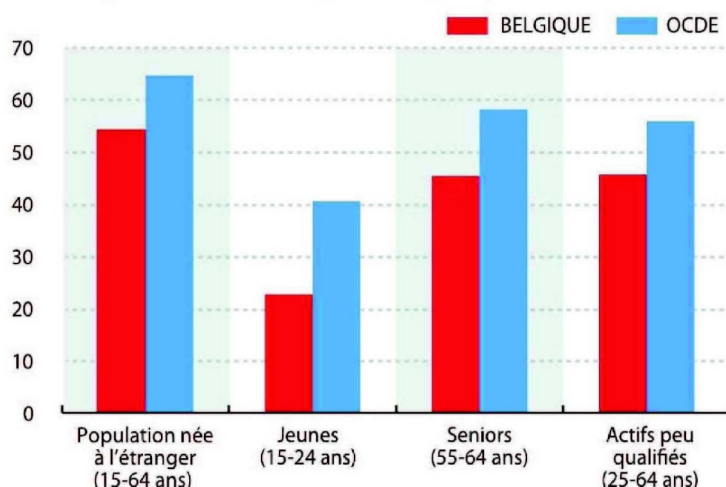
auprès de l'Union européenne à réduire son déficit public. En avril dernier, le gouvernement a décidé de reporter l'équilibre budgétaire à 2019, contre 2018 auparavant. Mais, à politique inchangée, le déficit s'élèvera toujours à 2,1 % du PIB dans deux ans, selon les calculs du Bureau du plan. En tout, 9,1 milliards d'euros seront nécessaires pour combler ce "trou". "L'objectif ne sera pas atteint, mais il faut aussi regarder le chemin parcouru depuis 2014", a souligné Michel Saintrain, spécialiste des finances publiques au Bureau du plan. Il y a trois ans, le déficit atteignait encore les 3 % du PIB. Côté positif (pour le budget) : la taille du budget des administrations publiques s'est fortement réduite entre 2014 et 2016. Les dépenses primaires sont également en baisse en 2017 et 2018, mais devraient remonter par la suite. Côté négatif : les recettes, stables en 2017, devraient repartir à la baisse en 2018-2019 (-0,9 % du PIB en deux ans). Par ailleurs, toujours selon le Bureau du Plan, pas moins 262 000 emplois devraient être créés en Belgique entre 2017 et 2022. Une évolution qui pourrait ramener le taux de chômage "au niveau le plus bas depuis les années 1980". Le taux de chômage devrait ainsi passer de 11,2 % en 2016 à 9,8 % en 2019 et 8,2 % en 2022. (Belga)

## LA BELGIQUE VUE PAR L'OCDE

### PIB par heure travaillée



### Taux d'emploi, en pourcentage de la population d'âge actif dans chaque catégorie, 2016



### Investissement public, en pourcentage du PIB

